

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

N° 478 du 17.08 au 01.09

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

Aryeh Karp a été massacré par une bande de jeunes, parmi lesquels une soldate de Tsahal.

1 Résistance

Détails par région:

2 Décompte des pertes humaines

3 Politique

Politique Palestinienne

Politique Israélienne

4 Politique internationale des territoires occupés

5 Médias/Vidéos

1 Médias

5-1-1 Une radio palestinienne réduite au silence par l'armée israélienne.

5-1-2 Eva R-sistons : (Au Nouvel Obs): La liberté assassinée ?

2 Vidéo

5-2-1 La terre, au cœur du conflit israélo-arabe depuis les origines

5-2-2 Amira : de Gaza, à la Cour Pénale Internationale de la Haye.

5-2-3 Eströzy le sioniste

5-2-4 Macias aime le Tsahal

5-2-4 Amira : de Gaza, à la Cour Pénale Internationale de la Haye.

5-2-5 Campagne Boycott Israël pour le RAMADAN 2009 dans les communes bruxelloises (cobi)..

5-2-6 Boycott dattes israéliennes : Cobi retourne à Anderlecht.

5-2-7 Un International arrêté à Beit Ommar lors d'une manifestation.

5-2-8 Film franco-palestinien de Elia Suleiman : Le Temps qu'il reste.

17-08 au 01-09: Peuple Palestinien : 7 tués - 7 blessés
Occupants : 0 tué - 1 blessé

Tiré à part

Aryeh Karp a été massacré par une bande de jeunes, parmi lesquels une soldate de Tsahal.

La violence exercée quotidiennement contre des millions de Palestiniens par l'ensemble de la jeunesse israélienne obligatoirement enrôlée dans l'armée pour 3 ans (2 ans pour les filles), se répercute nécessairement dans la société israélienne, comme le montre une série de meurtres récents. Le dernier en date est celui d'un homme qui prenait le frais, avec sa femme et sa fille, en plein Tel Aviv.

Les exactions et la torture commises en toute impunité dans les territoires palestiniens occupés, par des dizaines de milliers de jeunes israéliens, n'épargnent pas les bourreaux. Les statistiques israéliennes font état d'une augmentation constante de la violence domestique, du machisme, et des troubles psychologiques au sein de la population israélienne.

Vendredi soir, c'est un père de famille qui en a fait les frais en plein Tel-Aviv. Aryeh Karp a été agressé par une bande de jeunes, parmi lesquels une soldate de Tsahal. Après l'avoir battu à mort, les agresseurs se sont débarrassés de son corps en le jetant à la mer, toute proche. La police est arrivée trop tard. Ses agresseurs ont tous été appréhendés et écroués.

Quelques heures avant le lynchage d'Aryeh Karp, le corps démembré d'une femme avait été retrouvé dans un canal au nord de Tel-Aviv. La veille, le cadavre d'un homme avait été repéré au même endroit. Au début de la semaine, le tronc calciné d'une femme gisait à l'intérieur d'une voiture garée dans une paisible rue d'une banlieue chic de la ville côtière. Sans oublier l'attaque à l'arme automatique d'une association homosexuelle qui a fait deux morts au début du mois.

Comme quoi, les gouvernement israélien, qui se permet toutes les violations du droit, au prétexte d'assurer sa "sécurité", engendre des atrocités et perversions au sein de sa propre société qui baigne dans une "insécurité" croissante.

Avec un président poursuivi pour abus sexuels, et des ministres qui n'en finissent pas de se remplir les poches aux frais de la princesse, il faut dire que l'exemple vient d'en haut !

Quant on sait que Sarkozy fait appel à la police israélienne pour donner des leçons de maintien de l'ordre à la police française, il pourrait demander à ces "modèles" de commencer par balayer devant leur porte.

Chose difficile à faire quand on a carte blanche depuis des décennies pour brutaliser, humilier, kidnapper n'importe quel homme, femme ou enfant à quelques kilomètres de chez soi.

CAPJPO-EuroPalestine

Publié le 20-08-2009

<http://www.europalestine.com/spip.php?article4326/08>

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7IVO0uB2QFxFW%2fnZA22M7D8iPiGedoi6pGV%2fuLNSnC4f972kii6d2gbqrqF7Gs2XMzO0c%2b28XCnBe5qo9iHxwreaS3XocY7jhSBYjkxwztJ80%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7IVO0uB2QFxFW%2fnZA22M7D8iPiGedoi6pGV%2fuLNSnC4f972kii6d2gbqrqF7Gs2XMzO0c%2b28XCnBe5qo9iHxwreaS3XocY7jhSBYjkxwztJ80%3d)

1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Résistance

25-08

Selon Tsahal, les résistants de Gaza ont tiré environ 220 roquettes et obus de mortier sur Israël depuis la fin de l'offensive israélienne sur l'étroite bande côtière le 18 janvier.

<http://fr.news.yahoo.com/>

Bande de Gaza - Au jour le jour

25-08

Une frappe aérienne israélienne sur un tunnel entre la Bande de Gaza et l'Egypte a fait au moins trois tués et sept blessés, a annoncé mardi un responsable du ministère palestinien de la Santé.

Trois frères, Mansour Ali al-Battekhi, âgé de 30 ans; Na'el 'Ali al-Battekhi, 20 ans, et Ibrahim Ali al-Battekhi, 35 ans, ont été tués.

Dans un communiqué, l'armée israélienne a déclaré que cette frappe a été décidée en représailles d'une attaque au mortier, lundi, sur le sud d'Israël au cours de laquelle, selon plusieurs médias, un soldat israélien a été légèrement blessé.

AP

25-08

Quatre Palestiniens ont été tués dans la soirée du 24 août et la matinée du 25 août dans des attaques perpétrées par les forces israéliennes.

Les Palestiniens ont été tués suite à des tirs israéliens au nord de la bande de Gaza et à un bombardement aérien le long de la frontière égyptienne, au sud de Rafah.

Le Centre palestinien pour les droits de l'homme (PCHR) condamne fermement les attaques (PNN)

28-08

Trois Palestiniens ont été tués dans l'effondrement d'un tunnel entre la Bande de Gaza et l'Egypte, a annoncé vendredi un responsable du ministère palestinien de la Santé.

Le Dr Moaiya Hassanain a précisé que l'incident s'est produit près de la ville frontalière de Rafah.

On ignore encore les circonstances exactes de l'effondrement de ce tunnel servant aux Palestiniens à acheminer d'autres marchandises en contournant l'embargo imposé par Israël et l'Egypte.

28/8

<http://fr.news.yahoo.com/>

2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 7.017
Palestiniens blessés	: 54.631
Internationaux blessés (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 192 (chiffre tout a fait minimal)
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275

2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.201 (359 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6606

Les chiffres indiqués sont vérifiés par le recoupement des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

3 Politique

a) Politique Palestinienne

MM Abbas & Haniyeh.

17-08

Le président Abbas dénonce la répression "atroce" d'un groupuscule salafiste par le Hamas

Abbas : "La méthode employée par le Hamas est atroce et inhumaine. Je ne connais pas ce groupuscule mais je crois que c'est une émanation du Hamas",

AFP /

17 août 2009

<http://www.romandie.com/ats/news/090817102106.b862fgxi.asp>

1-2 Les analyses (du processus de paix).

Abbas exclu un retour à la case départ.

M. Abbas a exclu lundi un retour à la case départ si les négociations devaient reprendre après un arrêt de la colonisation.

"Il faut qu'on les recommence à partir du point où elle s'étaient arrêtées sous Olmert", a-t-il dit en référence à l'ex-Premier ministre israélien Ehud Olmert.

"Avec Olmert, nous nous étions mis d'accord sur beaucoup de choses. Je ne dis pas que nous avons bouclé des dossiers, mais au moins nous les avons tous ouverts et chaque partie connaît désormais les revendications de l'autre", a-t-il ajouté.

"Nous aspirons à la paix et la voie vers la paix est la négociation. Nous n'avons pas l'intention d'emprunter une autre voie et qu'on ne me fasse pas dire des choses que je n'ai pas dites", a poursuivi M. Abbas.

Ce dernier faisait allusion à ses déclarations sur le droit du peuple palestinien "à la légitime défense" tenues lors du Congrès de son parti, le Fatah, qui s'est achevé samedi.

Les propos de M. Abbas ont suscité des critiques en Israël où des hommes politiques et des médias les ont interprétés comme un appel à la lutte armée.

AFP / 17 août 2009

<http://www.romandie.com/ats/news/090817102106.b862fgxi.asp>

1-3 Sur le terrain.

Programme d'action en vue de la création d'un Etat palestinien.

Lors de la réunion du cabinet, le Premier ministre Fayyad a remis à M. Abbas le programme d'action de son gouvernement en vue de la création d'un Etat palestinien "lors des deux prochaines années".

Les négociations avec Israël en vue de la création d'un tel Etat sont gelées depuis décembre 2008 et l'Autorité palestinienne exige, pour les reprendre, l'arrêt de la colonisation juive dans les territoires occupés, ce que refuse le gouvernement israélien de droite de Benjamin Netanyahu.

(AFP / 17 août 2009)

<http://www.romandie.com/ats/news/090817102106.b862fgxi.asp>

Fayyad présente un plan pour un État palestinien en 2011.

Territoires palestiniens

L'annonce du Premier ministre palestinien définit l'action de chaque institution et ministère de l'Autorité palestinienne pour les deux prochaines années.

Le Premier ministre palestinien Salam Fayyad a présenté hier un programme d'action prévoyant la création d'un État palestinien d'ici à 2011, sans attendre l'issue des négociations avec Israël. « Nous devons œuvrer pour continuer l'édification d'un État, en dépit de l'occupation et ce pour hâter sa fin », a déclaré M. Fayyad, en lisant le programme de son gouvernement à Ramallah, en Cisjordanie. Selon lui, « la création d'un État palestinien souverain est indispensable pour la sécurité et la stabilité de notre région ». « Tout en comprenant la menace que pose la poursuite de la colonisation israélienne au règlement basé sur deux États, notre gouvernement reste attaché aux programmes de l'OLP et de l'Autorité palestinienne pour créer l'État palestinien indépendant avec Jérusalem comme capitale et dans les frontières de 1967, au cours des deux prochaines années », a-t-il affirmé. « Je suis confiant. Notre peuple va soutenir ces objectifs et, grâce à la solidarité des fils de notre peuple ainsi qu'à leur détermination à mettre fin à l'occupation et à établir leur État indépendant, nous allons réussir », a promis M. Fayyad.

Le programme, distribué à la presse, définit l'action de chaque institution et ministère de l'Autorité palestinienne pour les deux prochaines années, dans des domaines allant de la sécurité aux infrastructures en passant par la justice et les services sociaux. Il réitère l'engagement du gouvernement palestinien à mettre fin à la division née de la violente prise de pouvoir de la bande de Gaza par le mouvement islamiste Hamas au détriment de l'Autorité palestinienne. Il insiste aussi sur la tenue de nouvelles élections générales dans l'ensemble des territoires palestiniens en janvier 2010. Dans le volet des infrastructures, le document prévoit notamment la remise en état de l'unique aéroport palestinien à Rafah (sud de la bande de Gaza), bombardé à plusieurs reprises par Israël lors de l'intifada.

Dans des déclarations à la presse, M. Fayyad a souligné la nécessité de la construction d'un deuxième aéroport, en Cisjordanie : « C'est un besoin stratégique pour le futur État palestinien », a-t-il dit.

M. Fayyad est soutenu par les États-Unis et le reste de la communauté internationale.

Toutefois, le ministre israélien des Finances, Youval Steinitz, a qualifié les déclarations de M. Fayyad de « décevantes ».

« Elles vont à l'encontre des accords conclus entre les deux parties, il n'y a aucune place pour des décisions unilatérales ni des menaces », a-t-il déclaré à la radio publique.

« Il est évident qu'un État palestinien, quelle que soit sa forme, ne verra pas le jour si les impératifs de sécurité d'Israël ne sont pas pris en compte », a-t-il souligné.

26 août

<http://www.lorientlejour.com/category/International>

1-4 Les grandes manœuvres.

L'assassinat d'Abou Ta'éma montre les intentions d'Abbas et du Fatah envers le Hamas.

Le Hamas a considéré que l'assassinat du martyr Kamal Abou Ta'éma par les milices d'Abbas représente une escalade dangereuse contre le mouvement et ses cadres en Cisjordanie, en portant la responsabilité entière de ce crime et ses conséquences sur le président sortant de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas.

Dans un communiqué le Hamas a dit, le mardi 4/8, que le l'assassinat d'Abou Ta'éma dans les prisons de l'autorité en Cisjordanie, à travers les tortures, montre les intentions d'Abbas et du Fatah envers le Hamas, tout en affirmant que ces milices sont devenus des agents qui servent les intérêts de l'occupation et travaillent pour réaliser ses buts criminels.

Il a appelé tous les côtés qui ont critiqué l'empêchement du Hamas aux membres du Fatah pour aller participer au 6ème congrès à annoncer maintenant leur position après ce crime.

Des sources bien-informées ont affirmé la mort du Cheikh Kamal Abou Ta'éma, l'un des leaders du mouvement Hamas en Cisjordanie, après qu'il a été torturé dans les prisons d'Abbas en Cisjordanie.

Gaza – CPI

05/08/2009

<http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7II%2bRfxnI%2bkxXgzda%2f48f2%2b2arxFbhPrteOelxxGXI%2biXeJk%2b5t28eFUJL7offbFy9kCuyfGmVEdMMfgaolQoVBa95BpAW872gZHwpP2tAr0%3d>

Le Hamas libère une cinquantaine de militants du Fatah.

Le Hamas annonce la libération d'une cinquantaine de militants du Fatah à l'occasion du mois de jeûne du ramadan, qui commence le week-end prochain.

Selon le Fatah du président Mahmoud Abbas, au moins 300 de ses militants étaient détenus jusque-là à Gaza.

Le Hamas, pour sa part, réclame la libération de près de 900 de ses membres incarcérés dans des prisons de la Cisjordanie occupée administrée par Abbas.

Les libérations annoncées par le Hamas interviennent à six jours de la reprise en Egypte des pourparlers de réconciliation entre les deux mouvements.

Al-Oufok avec les agences de presse.

19 août 2009

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article812>

1-6 Gouvernement cherche coalition désespérément...

Abbas prêt à des élections en l'absence d'accord avec le Hamas

Mahmoud Abbas, s'est dit prêt hier à organiser des élections en l'absence d'accord de réconciliation avec le Hamas. « Nous proposons toujours la même chose, mais, si c'est refusé, la seule alternative sera la tenue d'élections présidentielle et législatives », a-t-il déclaré, évoquant la formation d'un gouvernement d'union avec le Hamas. Sami Abou Zouhri, membre du Hamas, a jugé la tenue d'élections « inacceptable » en l'absence d'accord.

28/8

<http://www.lorientlejour.com/category/International/article/629324/Breves.html>

Le commandement général du FPLP : Abbas n'a pas le droit d'appeler aux élections.

Le responsable du bureau d'information du front populaire pour la libération de la Palestine (le commandement général), Anwar Raja, a affirmé que Mahmoud Abbas a perdu sa légitimité et n'a pas le droit d'appeler aux élections présidentielles et législatives, en soulignant que ces mesures ne sont pas surprenant, et surtout qu'Abbas travaille sous la protection des américains et israéliens.

En réponse à l'insistance d'Abbas d'organiser les élections avant l'arrivée à l'entente nationale, Raja a dit dans ses déclarations de presse, qu'Abbas tente de se créer une belle image après l'avoir perdu lors de la dernière guerre sioniste contre la Bande de Gaza en disant : "Mahmoud Abbas a perdu sa légitimité parce qu'il est nommé par les américains et qu'il est l'un des participants à l'assassinat de l'ancien président, Yasser Arafat, et puis il ne peut pas organiser les élections sous l'ombre du gouvernement illégal de Salam Fayyad".

Raja a ajouté que le projet d'Abbas et de Dahlan vise à s'emparer de la décision du peuple palestinien.

Il a insisté sur l'importance de reprendre l'histoire du Fatah, tout en soulignant qu'il est impossible de se rencontrer avec ceux qui ont volé le mouvement du Fatah et l'OLP, tentent de frapper la résistance palestinienne, considèrent le mouvement du Hamas comme une bande de hors la loi, punissent le peuple palestinien par les coupures d'eaux et des aliments et politisent la reconstruction de la Bande de Gaza.

27/08

<http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s75A3dsvZ2uXHj30TLrZxWZyYTRLcwKgpViFqN8W0mWWyoZBsRb9c2%2bg11CBzKUixBHzbNOhD%2b4tZzkTu632AW%2bylLVma2NH%2fL1ExABYePxXc%3d>

1-7 Des Canons ... pas du beurre.

La rivalité des djihadistes pourrait profiter au Hamas.

Les rues de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, portent encore les traces des violents combats qui ont opposé vendredi et samedi le Hamas au groupe salafiste Djound Ansar Allah.

Ces affrontements, qui ont fait au moins 28 morts dont le chef des "Guerriers de Dieu", ne marquent probablement pas la fin des rivalités entre le Mouvement de la résistance islamique et les petites factions plus radicales.

Selon ces groupes, les objectifs djihadistes prônés par Al Qaïda forment un programme plus important que les idées essentiellement nationalistes défendues par le Hamas.

Le Djound Ansar Allah s'était fait connaître en juin lors d'un raid mené à cheval contre un poste-frontière israélien. Le groupe bénéficie d'un bon soutien dans la population de la Bande de Gaza, où de nombreuses personnes ayant connu son chef, Abdel-Latif Moussa, dit Abou al Nour al Makdessi, l'ont décrit comme un homme aimable et pacifique. Selon des proches, il s'était fait le chef spirituel de jeunes sympathisants djihadistes écoeurés par les persécutions menées contre eux par le Hamas.

Suivant un schéma qui rappelle le désenchantement vis-à-vis du Fatah au profit du Hamas, il y a deux ans, de nombreux Gazaouis semblent à présent se tourner vers des groupes islamistes plus radicaux.

Ces derniers reprochent au Hamas de ne pas faire appliquer la charia ou de lorgner les pays occidentaux pour négocier un allègement de l'isolement imposé par Israël. "Ces derniers mois, l'invasion israélienne et la situation économique ont renforcé les plus radicaux.

Les liens avec Al Qaïda sont peut-être très distendus, mais les sympathies sont élevées", estime Maha Azzam, du cabinet d'analyse londonien Chatham House.

La présence probable d'un activiste étranger parmi le Djound Ansar Allah - un Syrien d'origine palestinienne, tué en même temps que Moussa - affaiblit en outre les déclarations du Hamas, qui assure qu'aucun membre d'Al Qaïda n'est présent dans Gaza.

Des groupes tels que le Djaïch al Islam (Armée de l'islam), les Sayyof al Hak (Epées vertueuses) ou le Djaïch al Oummah (Armée de la nation) étaient jusqu'à présent considérés comme idéologiquement proches d'Al Qaïda, mais non directement liés.

Mais si le regain de tensions entre ces factions et le Hamas n'augure certes pas d'un possible règlement prochain du blocage politique qui divise les Palestiniens, certains analystes y voient des éléments positifs.

Tout d'abord, cet affrontement montre, même si le Hamas entendait avant tout protéger son territoire, qu'il est prêt à intervenir contre les groupes dont l'engagement envers le processus de paix est plus faible que le sien.

"L'objectif principal était de montrer aux pays occidentaux que le Hamas est capable de supprimer toute progression des groupes plus radicaux.

Le Hamas voulait montrer qu'il est certes un parti islamiste, mais modéré", avance Hani Habib, analyste palestinien. "Je pense que les Européens attendaient un tel geste de la part du Hamas pour justifier un éventuel changement de leur position officielle envers lui."

Si les dirigeants de Gaza semblent avoir toléré les petites factions radicales, ils ont parfois été irrités par leurs tirs de roquettes vers Israël, qui ont perturbé les trêves, ou leurs attaques contre les étrangers et les chrétiens de Gaza, qui ont mécontenté les gouvernements occidentaux.

Selon Are Hovdenak, auteur d'un article sur le sujet pour l'Institut international de recherche sur la paix, à Oslo, ces tensions pourraient faire apparaître de nouvelles portes de sortie au conflit.

"On pourrait s'apercevoir, explique-t-il, qu'il existe deux tendances au sein des islamistes, que le Hamas souhaite jouer un rôle face à ces groupes djihadistes, et même qu'il pourrait être un allié contre eux."

Al-oufok avec les agences de presse

17 août 2009 -

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article808>

b) Politique Israélienne

Netanyahu & Lieberman

Netanyahu

Nétanyahou entame un déplacement en Europe

Le Premier ministre Netanyahu, espère que les discussions de paix avec les Palestiniens pourront reprendre d'ici deux mois, déclare l'un de ses porte-parole, Nir Hefetz.

Celui-ci a cependant ajouté que le chef du gouvernement israélien n'attendait pas d'avancée majeure lors de ses

entretiens mercredi à Londres avec l'émissaire américain George Mitchell.

"Le Premier ministre s'attend à ce qu'il y ait certains progrès mais pas de véritable percée", a dit Nir Hefetz.

Il a ajouté que Benjamin Netanyahu, qui rencontrera aussi lors de sa visite cette semaine en Europe le Premier ministre britannique, Gordon Brown, et la chancelière allemande Angela Merkel, insistera sur la nécessité pour l'Etat juif "de répondre aux besoins normaux" des colons installés en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, tout en menant "un processus politique qui sera lancé dans environ deux mois."

Les appels occidentaux au gel de la colonisation juive en Cisjordanie vont dominer les entretiens du Premier ministre israélien à Londres et à Berlin.

A la veille de son départ pour la Grande-Bretagne, le groupe israélien "La Paix maintenant", hostile à la politique de colonisation, a affirmé dimanche que plus de 40.000 unités de logement allaient être construites dans le cadre de projets déjà validés - et ce malgré le moratoire annoncé la semaine dernière.

Netanyahu verra à Londres mardi Gordon Brown, puis mercredi l'émissaire au Proche-Orient du président américain Barack Obama, George Mitchell.

Il se rendra ensuite à Berlin, où il s'entretiendra jeudi avec Angela Merkel, qui a comme Gordon Brown critiqué la politique d'implantations juives dans les territoires occupés.

Ce dossier est à l'origine d'un différend d'une gravité sans précédent depuis dix ans entre Israël et les Etats-Unis, le président Barack Obama voulant relancer les pourparlers de paix, au point mort depuis l'offensive israélienne de décembre et janvier derniers dans la bande de Gaza.

Depuis plusieurs semaines, George Mitchell tente d'obtenir le gel des activités de colonisation en Cisjordanie, comme l'exige la "feuille de route" acceptée en 2003 par l'Etat juif et les Palestiniens.

Israël défend son droit à construire de nouveaux logements au nom de la croissance démographique "naturelle" de la population juive des colonies.

Le ministre des Affaires étrangères, Avigdor Lieberman, a assuré dimanche qu'Israël menait "des efforts sincères et sérieux" pour parvenir à un "ensemble d'accords" avec Washington sur cette question.

Mais les deux parties semblent encore bien loin de s'entendre. Le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, se refuse à reprendre les pourparlers de paix avec Israël tant que la colonisation n'aura pas été suspendue.

Quelque 500.000 Juifs vivent aux côtés de deux millions et demi de Palestiniens dans des enclaves en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, partie arabe de la ville sainte que les deux parties revendiquent comme capitale légitime.

Selon des informations publiées dans la presse israélienne avant le voyage de Benjamin Netanyahu, les positions d'Israël et des Etats-Unis demeurent éloignées.

Le Premier ministre israélien est prêt à geler les activités de colonisation durant six mois - à l'exception des projets déjà lancés, et sous réserve que ce geste s'accompagne de progrès vers une normalisation des relations avec les pays arabes. Washington réclamerait une suspension d'au moins deux ans.

Nabil Abou Rdainah, conseiller de Mahmoud Abbas, a dit espérer que les discussions entre Mitchell et Netanyahu mèneraient à un gel de la colonisation et "conduiraient au lancement de négociations" pour l'établissement d'un Etat palestinien.

Selon La Paix maintenant, le gouvernement Netanyahu aurait cependant approuvé la construction de plus de 40.000 unités de logements dans les colonies de Cisjordanie. Depuis le début de l'année, 596 projets ont été lancés, précise le groupe dans un rapport fondé sur les chiffres du ministère de la Défense

24 août

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article821>

2-6 Pays corrompu cherche ...

L'ex-Premier ministre Ehud Olmert inculpé

Ehud Olmert avait été contraint à la démission en septembre 2008. [Reuters]

Trois chefs d'inculpation de corruption ont été retenus dimanche contre l'ex-Premier ministre Ehud Olmert, une première dans l'histoire d'Israël contre un ancien chef du gouvernement, a annoncé le bureau du procureur général Menahem Mazouz.

"Le procureur général a décidé d'inculper l'ancien Premier ministre Ehud Olmert et sa secrétaire personnelle Shula Zaken", selon un communiqué de ce bureau. "Le dossier d'inculpation a été présenté aujourd'hui (dimanche) au tribunal de district de Jérusalem", précise le texte.

L'ancien Premier ministre centriste a toujours clamé son innocence et a démissionné de ses fonctions le 21 septembre 2008, après que la police eut recommandé son inculpation dans le dossier Talansky, une affaire de transferts illégaux de fonds de la part de Morris Talansky, un homme d'affaires américain.

Plusieurs affaires

L'un des chefs d'inculpation retenus contre Ehud Olmert porte sur cette affaire. La seconde, dite Rishontours, porte sur des billets d'avion que l'ex-Premier ministre se serait fait rembourser plusieurs fois pour lui-même et des membres de sa famille. La troisième affaire pour laquelle il devra rendre des comptes concerne des nominations de certains de ses proches à des fonctions au Centre d'investissement, un organisme officiel.

Ces faits se sont déroulés à l'époque où il était maire de Jérusalem (1993-2003) puis ministre de l'Industrie et du Commerce (2003-2006). Ehud Olmert, contraint à la démission en septembre 2008 du fait de ces affaires, a quitté ses fonctions après les législatives de février et la désignation du chef de la droite Benjamin Netanyahu comme

nouveau chef du gouvernement, le 31 mars.

1/9

afp/cab

<http://www.tsr.ch/tsr/index.html?siteSect=200001&sid=11145229>

2-7 Diplomatie & engagements.

Progrès dans les contacts pour la libération de Shalit.

Les médias israéliens ont fait état hier de progrès liés à une intervention allemande dans les négociations indirectes entre Israël et le Hamas pour la libération du soldat Gilad Shalit enlevé en 2006 en lisière de la bande de Gaza. Sans annoncer une percée, les radios et les journaux relèvent à ce propos la visite qu'effectuera en Égypte un des principaux dirigeants du mouvement islamiste Hamas, Mahmoud Zahar. Les autorités, quant à elles, observent le mutisme. De son côté, le Hamas a confirmé cette visite dans un communiqué, se bornant à indiquer que M. Zahar s'est rendu cette semaine en Égypte pour y rencontrer des « responsables de sécurité ».

28/8

<http://www.lorientlejour.com/category/International/article/629324/Breves.html>

2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

Israël serait prêt à freiner temporairement la colonisation...

Le Premier ministre Netanyahu est disposé à freiner temporairement la colonisation en Cisjordanie à la demande de Washington, en n'émettant pas d'appels d'offres à la construction jusqu'au début 2010, a-t-on appris mardi de source gouvernementale.

M. Netanyahu s'est mis d'accord avec son ministre de la Défense Ehud Barak et le ministre de l'Habitat Ariel Attias pour dire aux États-Unis qu'Israël accepterait une telle mesure, ont indiqué à l'AFP des hauts responsables de ces ministères.

Une telle décision qui doit encore être approuvée par le gouvernement prolongerait l'arrêt de facto des appels d'offres du ministère de l'Habitat --mais non les projets de construction privés-- en cours depuis neuf mois.

"Nous estimons qu'il n'y a aucune raison de provoquer des tensions dans nos relations avec les États-Unis et nous sommes disposés à faire un geste", a déclaré un haut responsable qui a requis l'anonymat, précisant que l'arrêt des appels d'offres concernerait aussi Jérusalem-est.

"Depuis l'entrée en fonction du gouvernement Netanyahu, pas un seul appel d'offre n'a été lancé par le ministère de l'Habitat", a déclaré un autre officiel.

A titre de comparaison, Israël avait lancé 417 appels d'offres de construction dans les colonies de Cisjordanie et 171 pour Jérusalem-est durant les huit premiers mois de l'année 2008, marquée par une intensification spectaculaire de la colonisation.

Le mouvement israélien La Paix Maintenant, opposé à la colonisation, a confirmé l'arrêt des appels d'offres depuis plusieurs mois.

Mais La Paix Maintenant a souligné que "même en cas d'arrêt total des appels d'offres de la part du gouvernement, au moins 60% de la construction dans les colonies continuerait".

Israël a stoppé les appels d'offres depuis novembre 2008, aussi bien en Cisjordanie qu'à Jérusalem-est (annexée en juin 1967), a déclaré à l'AFP Mme Hagit Ofra, chargée du dossier de la colonisation à La Paix Maintenant.

"L'arrêt des appels d'offres ne concerne cependant pas la construction en cours de plus d'un millier de logements", a-t-elle souligné.

Plus de 300.000 colons israéliens vivent en Cisjordanie et près de 200.000 autres se sont installés dans une douzaine d'implantations érigées à Jérusalem-est.

(AFP /

18 août 2009

<http://www.romandie.com/ats/news/090818112853.ufzx8uzn.asp>

Aucun ralentissement de la colonisation israélienne en Cisjordanie, selon 'La Paix Maintenant'

'La colonisation israélienne ne ralentit pas en Cisjordanie : depuis le début de l'année, les travaux de construction ont commencé pour environ 600 nouveaux logements dans les localités juives implantées dans le territoire palestinien, selon un rapport publié dimanche par le mouvement La Paix Maintenant.

Sous la pression des États-Unis, qui exigent un gel de la colonisation, Israël a assuré la semaine dernière avoir cessé de délivrer de nouveaux permis de construire pour les colonies de Cisjordanie.

Cependant, les permis déjà délivrés autorisent la construction de jusqu'à 40.000 logements, rappelle La Paix Maintenant.

Depuis la signature des Accords d'Oslo, le nombre de colons a plus que doublé en Cisjordanie. Actuellement, environ 300.000 Israéliens habitent dans les implantations réparties à travers ce territoire palestinien.

23 août 2009,

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article818>

Husseini: L'implantation ne s'arrête pas depuis 1967

M. Adnan Husseini, gouverneur de la ville occupée d'al-Qods, a indiqué qu'Israël a édifié /600/ unités d'implantation depuis le début de l'année faisant suite aux unités d'implantation dont la construction a été entamée l'année passée.

Dans un entretien avec la chaîne al-Jazira, M. Hussein a précisé que l'implantation israélienne ne s'arrête pas pour un seul moment depuis /1967/ et qu'elle se poursuivra suivant les circonstances politiques que traverse l'entité sioniste.

M. Husseini a précisé que la question de l'implantation est une stratégie irremplaçable pour Israël qui signifie de contenir la terre et puis de faire vider les habitants palestiniens.

Il a ajouté que l'entité usurpatrice n'accepte pas entendre que sur cette terre vivaient des Palestiniens depuis des milliers d'années, affirmant que l'occupation n'a pas de calendrier de paix, en est preuve la poursuite de la politique d'implantation en dépit des positions internationales qui s'opposent et qui refusent cette politique.

M. Husseini a ajouté que beaucoup de foyers d'implantation sont en cours de construction au su et au vu de la communauté et des organisations internationales.

Raghda Bittar

25/8

<http://www.sana.sy/fra/55/2009/08/24/241749.htm>

Députés et militants de gauche visitent les avant-postes.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

[« Si les avant-postes ne sont pas démantelés avant la fin de la session parlementaire d'été, le Parti travailliste réexaminera sa participation à la coalition gouvernementale », a dit le député Ben-Simon. Un député de droite réagit : « il a attrapé le virus de Shalom Arshav »]

Ce mardi matin, des députés travaillistes et du Meretz et des militants de Shalom Arshav (La Paix Maintenant) visitaient un certain nombre d'avant-postes de Cisjordanie.

Cette visite, à laquelle participaient les députés Ophir Pines Paz et Daniel Ben-Simon (travaillistes) et le député du Meretz Haïm Oron, était organisée par Shalom Arshav pour protester contre la possible légalisation des avant-postes.

D'anciens députés comme Zahava Gal-On (Meretz) et Betzalel "Tzali" Reshef (travailliste) étaient également présents.

Daniel Ben-Simon : "J'ai une promesse de la part de Barak de démanteler les avant-postes. Si 23 avant-postes ne sont pas démantelés avant la fin de la session parlementaire d'été, nous reconsidérerons notre position au sein de la coalition."

Yariv Oppenheimer, secrétaire général de Shalom Arshav, a dit au cours de cette visite : "Les ministres membres du cabinet (organe décideur du gouvernement, ndt) tentent de saper le respect de la loi et de forcer le ministère de la justice à présenter de faux témoignages devant la Haute cour de justice."

Haïm Oron, président du Meretz : "La bataille contre les avant-postes constitue un fer de lance dans la bataille contre l'entreprise de colonisation tout entière et contre la poursuite de l'occupation."

Pines-Paz a choisi de parler des récentes remarques du ministre Moshe Ya'alon contre Shalom Arshav où il l'avait traité de « virus » (1) : "La tentative de délégitimer Shalom Arshav et d'autres mouvements de gauche est inacceptable."

Zahava Gal-On a critiqué Barak, qualifiant de « tromperie » ses déclarations sur le démantèlement des avant-postes. Tzali Reshef : "Les dizaines d'avant-postes situés tout autour de nous transforment en farce les propos de Netanyahou sur une solution à deux Etats."

En réaction, le député d'extrême droite Michael Ben-Ari (Union nationale) a déclaré : "C'est une honte que Ben-Simon ait lui aussi le virus de Shalom Arshav. Cette visite de l'extrême gauche était une provocation. Aucun des participants n'a mentionné l'attentat terroriste survenu il y a 2 semaines, où deux adolescents avaient été blessés."

Ces visites encouragent les Arabes à continuer d'attaquer les colons juifs."

Yediot Aharonot,

25 août 2009

Traduction : Gérard pour La Paix Maintenant

(1) Cf. <http://www.lapaixmaintenant.org/article1980>

<http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3766925,00.html>

2-14 Prisons & tortures : Déclaration

La formation des tribunaux israéliens pour les enfants est une violation de toutes les lois internationales

L'association Waed des détenus et des libérés palestiniens a affirmé que les décisions des autorités israéliennes de former des tribunaux pour juger les enfants palestiniens est une violation flagrante de toutes les lois et les normes internationales qui rejettent la détention des enfants.

Dans des déclarations rapportées par la chaîne al-Aqsa, l'association Waed a indiqué que la nouvelle loi israélienne est employée depuis des années à l'encontre des enfants palestiniens, soulignant la détention par l'occupant de /300/ enfants palestiniens.

Elle a, en outre, demandé de réagir pour régler cette action grave, s'étonnant de la position de la commission internationale de la croix rouge et des institutions juridiques qui n'ont pas réagi à l'égard de cette décision.

A. Chatta / R. Bittar

25/8

<http://www.sana.sy/fra/55/2009/08/26/242007.htm>

2-15 Prisons & tortures : situation

L'occupation enlève 46 ouvriers palestiniens dans les territoires occupés en 1948.

La police sioniste et les milices des gardes-frontières ont enlevé 46 ouvriers palestiniens en Cisjordanie, sous prétexte de leur séjour dans les territoires occupés sans autorisation.

La police sioniste a dit que les ouvriers palestiniens ont été arrêtés dans la région de Chafa Amr et Toumra, à al-khalil, et ont été transportés en Cisjordanie.

CPI

20/08

<http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s7NpWGlpQwucUKN%2byXmnwUCiX%2bex%2bOrTqvHwl9DQwLbNqP9UWieS6AYGyUBN5MOqVmUZx6q8IFu%2fGG%2fkCIEJtui8XpuuoLfS6f%2bOxzLhjaLzc%3d>

L'occupation enlève 6 Palestiniens à Naplouse et Toulkarem

La radio de l'occupation israélienne a dit que les forces de l'armée occupante ont enlevé, le vendredi à l'aube 21/8, six palestiniens dans différentes régions de la Cisjordanie.

La radio a prétendu que les forces occupantes ont enlevé 6 palestiniens recherchés dans la ville de Naplouse et de Toulkarem, en les emmenant vers des centres d'enquête.

CPI

22/08

<http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s74o0vxR%2bMOrAI%2bjDsWdp0Fg%2bfD1qdVPGYPfC1gEtyNsiZCoVqFBECwjahKneWNHN7s2puYtZ3G3DZC2P1T%2bY7FvhBn3JLijUEAgM6QWYfz4%3d>

3 Politique Internationale des territoires occupés

a) Pays Arabes & voisins

Égypte

Analyse de la responsabilité des Arabes dans l'insolence des Israéliens.

Lors de sa récente visite aux Etats-Unis, le président égyptien Hosni Mubarak a surpris ses interlocuteurs américains quand il a déclaré que les Etats arabes ne normaliseraient pas leurs relations avec Israël avant la fin de l'occupation israélienne et la création d'un Etat palestinien.

Moubarak a affirmé que pour autant que les Arabes étaient concernés, les premiers efforts de normalisation n'étaient pas encourageants car les gouvernements israéliens successifs avaient interprété la bonne volonté des Arabes à cet égard comme une acceptation tacite de l'occupation israélienne des terres palestiniennes, y compris l'expansion coloniale juive.

Le président égyptien aurait pu aller plus loin, de manière parfaitement correcte, en disant qu'Israël, en particulier l'actuel gouvernement d'Extrême-Droite de Benyamin Nétanyahou, utilisait en fait le «sujet de la normalisation», comme moyen de distraction ou de «leurre» pour détourner l'attention de l'expansion des colonies et du refus inflexible d'Israël de renoncer au butin de la guerre de 1967.

En effet, les intellectuels israéliens, en particulier ceux qui sont honnêtes, ont maintes fois affirmé que le gouvernement israélien actuel n'était intéressé que par le «bluff» et les «tergiversations» et qu'il est inutile d'espérer de lui qu'il devienne un véritable partenariat pour la paix.

Cette franche appréciation du gouvernement le plus fasciste dans l'histoire d'Israël a été clairement justifiée par le propre discours va-t-en-guerre de Netanyahou à l'Université Bar-Illan, près de Tel-Aviv le 14-08

Moubarak encourage la politique d'Obama au Proche-orient.

Le président égyptien Hosni Moubarak a loué son homologue américain Barack Obama mardi, après l'avoir entendu évoquer la "chance extraordinaire" que représenterait la paix dans la région.

Le raïs égyptien s'est dit encouragé par les tentatives américaines de relancer le dialogue entre Israël et les Palestiniens.

Assis aux côtés d'Hosni Moubarak, qui se rendait pour la première fois à Washington depuis cinq ans, Barack Obama a remercié son interlocuteur de s'être joint à sa tentative de conclure un accord, alors que les dirigeants du monde entier n'y sont pas parvenus depuis 60 ans.

Retournant le compliment au locataire de la Maison Blanche, Moubarak a fait allusion au discours du Caire adressé par l'Américain au monde musulman. Un discours qui selon lui, a convaincu les Arabes que Barack Obama est un intermédiaire honnête.

"Le monde musulman avait pensé que les Etats-Unis étaient opposés à l'islam, mais son grand, fantastique discours ici a levé tous les doutes".

Al-Oufok avec les agences de presse

19 août 2009

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article812>

b) Le Monde

1 Usa (le parrain)

1 Obama

Le discours d'Obama sur la création d'un Etat palestinien signifie, la préservation de l'état de fait existant depuis 1993...

Extrait.

La situation politique au Liban et dans la région arabe a connu des développements très dangereux sur tous les plans, à la suite de la visite du président étasunien Barak Obama et du discours qu'il avait prononcé au Caire (juin 2009).

I- Sur le plan du conflit arabo-israélien

En effet, l'activité, tant politique que militaire, déployée depuis un mois par les Etats-Unis dans la région arabe montre que la nouvelle administration dirigée par Barak Obama a, non seulement, renforcé ses liens avec Israël qu'elle qualifie désormais d' « Etat des Juifs dans le monde », mais aussi que Washington fait fi des droits du peuple palestinien, en premier lieu du droit au retour de centaines de milliers de réfugiés. Et cette situation ne manquera pas d'avoir des répercussions très graves sur tout le monde arabe, surtout si nous considérons la poursuite de la politique de colonisation des terres palestiniennes en Cisjordanie, les nombreuses déclarations des membres du gouvernement Netanyahu sur la nécessité de recourir, une fois de plus, à la politique de « transfert », y compris des Palestiniens vivant dans les territoires dits « de 1948 ». Sans oublier les tentatives de supprimer la présence palestinienne dans la partie Est d'Al Qods, où plus d'un millier de familles **sont actuellement menacées.**

Tout cela nous conduit à dire que le discours étasunien sur la création d'un Etat palestinien signifie, en réalité, la préservation de l'état de fait existant depuis 1993, à **la suite des Accords d'Oslo.**

Il faudra ajouter que les Etats-Unis et Israël profitent des divisions palestino palestiniennes et, surtout, des concessions avancées par le dernier gouvernement formé par Mahmoud Abbas pour poursuivre son plan et refuser de discuter du point **concernant le droit au retour.**

D'ailleurs, au moment où la diplomatie étasunienne met fin à l'initiative arabe, qui fut présentée par le roi saoudien, il y a quelques années, et tandis qu'elle insiste sur la priorité de normaliser les relations arabo-israéliennes « sans poser de conditions préalables », la Ligue arabe fait la sourde oreille à propos des déclarations de certains de ses membres sur l'ouverture des airs devant les avions israéliens ou, encore, sur le passage des navires de guerre et des sous-marins israéliens dans le Canal de Suez et la possibilité d'établir des relations diplomatiques entre les Emirats Arabes Unis et Israël.

Ce qui montre que ceux qu'on appelle les « Arabes modérés » poursuivent leur obéissance aux directives de Washington, y compris celles visant à faciliter une possible agression israélienne contre les installations nucléaires iraniennes, si les pourparlers entre les Etats-Unis et l'Iran n'aboutissent pas en ce qui concerne les problèmes de l'Irak et de l'Afghanistan.

III- Sur le plan intérieur libanais

Cette situation de crise en général a empêché la formation d'un nouveau gouvernement libanais, malgré des tentatives datant de plus de sept semaines et, surtout, on assiste à des rumeurs sur une entente syro-saoudienne basée sur une tutelle équilibrée entre les deux Etats et soutenue par les Etats-Unis, l'Union européenne et l'Iran.

De plus, la tension contre les Palestiniens s'est réinstallée dans certains milieux déjà hostiles et qui trouvent de nouveaux atouts, tant dans le refus d'Israël de permettre aux réfugiés palestiniens de retourner dans leur pays que dans les armes palestiniennes à l'extérieur des camps et, surtout, dans les cellules et les réseaux « fondamentalistes » arabes qui élaborent au sein des camps palestiniens leurs attaques contre la FINUL et les Libanais aussi.

...

Le PCL, tout en affirmant la nécessité de sauvegarder et de développer la Résistance patriotique contre les possibilités d'une nouvelle agression israélienne et les nouveaux projets étasuniens visant à liquider la cause palestinienne et le conflit arabo-israélien contre les intérêts des peuples arabes, trouve que la mission essentielle réside, aujourd'hui, dans le renouveau des forces de la Gauche et des forces démocratiques sur la base d'un plan national et de classe pouvant mobiliser les masses et les forces syndicales dans la lutte contre le nouveau projet étasunien.

Ce renouveau est le seul capable de trouver les solutions adéquates aux problèmes nationaux (en premier lieu la solution du problème palestinien et le droit au retour des réfugiés). Enfin, il est le seul capable de mettre au point les assises d'un nouvel Etat libanais laïc et démocratique dans lequel la corruption n'a pas droit de cité et où l'économie se basera sur les seuls secteurs productifs (l'agriculture et l'industrie).

Communiqué du PCL

Parti Communiste libanais
Section des relations internationales
Bulletin 4

samedi 22 août 2009

<http://libanresistance.blogspot.com/>

2 Les grandes manœuvres

Exemption de taxes aux USA!!!

Les donateurs américains d'une association d'encouragement à la colonisation juive à Jérusalem-est bénéficient d'une exemption de taxes accordée aux Etats-Unis au titre d'aide à des « projets éducatifs », affirmait hier le quotidien israélien Haaretz.

Toutefois, interrogée par l'AFP, l'association Ateret Cohanim a démenti que ses donateurs américains financent ses achats de terrains. Selon le journal, les Amis américains d'Ateret Cohanim ont recueilli ces dernières années plusieurs millions de dollars pour cette association qui s'est donnée pour objectif de rejudaïser la partie orientale de la ville annexée par Israël en juin 1967, et plus particulièrement la vieille ville. Pour bénéficier d'une exemption de taxes, les Amis américains d'Ateret Cohanim, sont enregistrés aux Etats-Unis en tant qu'organisme de financement d'« institutions éducatives » en Israël, précise Haaretz. La loi américaine interdit cependant à une telle association caritative de s'engager dans des activités politiques. Les Amis d'Ateret Cohanim financent exclusivement nos institutions éducatives », a déclaré à l'AFP le responsable de la campagne de fonds, Daniel Luria. Il a néanmoins reconnu qu'« Ateret Cohanim », une association ultra-nationaliste et religieuse, s'employait à « renforcer les racines juives à Jérusalem-est par la rédemption de la terre », en référence aux achats de terrains par cette association pour installer des colons au cœur de quartiers arabes. Pour l'année fiscale 2007, les « Amis américains d'Ateret Cohanim ont recueilli 2,1 millions de dollars, selon Haaretz. L'un des principaux bailleurs de fonds de cette association est l'homme d'affaires juif américain Irving Moskowitz, dont le projet de construction d'un ensemble immobilier, approuvé récemment par les autorités, dans le quartier Cheikh Jarrah à Jérusalem-est, a provoqué de vives protestations, en particulier de Washington. Au début du mois, des Palestiniens ont été expulsés de deux maisons dans ce même quartier. Quelque 200 000 Israéliens vivent dans une douzaine de quartiers de colonisation à Jérusalem-est, aux côtés de 270 000 Palestiniens.

<http://www.elwatan.com:80/Exemption-de-taxes-aux-USA>

3 Politique colonialiste israélienne.(vue des USA)

Le racisme et la haine de la jeunesse juive israélo-américaine

La veille du discours du Président Obama au Caire, Max Blumenthal et Joseph Dana ont demandé à des jeunes dans la rue – surtout des Américains qui passaient l'été à Jérusalem – ce qu'ils pensaient d'Obama et ils ont enregistré les réponses sur vidéo.

Les réponses recueillies forment un mélange choquant de racisme pur et simple, d'homophobie, d'islamophobie, de haine pour les Arabes et de beaucoup d'ignorance.

La veille du discours du Président Obama au Caire, Max Blumenthal et Joseph Dana ont demandé à des jeunes dans la rue – surtout des Américains qui passaient l'été à Jérusalem – ce qu'ils pensaient d'Obama et ils ont enregistré les réponses sur vidéo.

Les réponses recueillies forment un mélange choquant de racisme pur et simple, d'homophobie, d'islamophobie, de haine pour les Arabes et de beaucoup d'ignorance.

Blumenthal a alors posté la vidéo sur You Tube. Elle a été vue par des centaines de milliers de gens, puis, sans explications, You Tube l'a retirée et a refusé d'expliquer pourquoi.

C'est un cas de censure de la pire espèce parce que cette vidéo est très importante. Elle révèle une sorte de haine et d'extrémisme qui mérite d'être mise au jour et examinée.

La haine exprimée dans cette vidéo montre qu'il est faux d'interpréter le conflit israélo-palestinien comme une guerre sans fin contre le peuple juif. La vérité est que ce conflit concerne la terre. C'est une lutte menée par les Palestiniens contre des décades d'occupation israélienne brutale et illégale; C'est une lutte légitime pour le droit de choisir.

L'association juive pour les droits humains, « Une voix juive pour la paix », a résumé ainsi la situation : « De telles vidéos montrent que travailler pour une juste paix au Moyen Orient amène à confronter la bêtise et la haine dans notre propre environnement où trop de gens s'imaginent que soutenir Israël signifie haïr les Arabes et les Musulmans, et maintenant haïr aussi le Président Obama. »

Que peut-on faire?

Écrivez à You Tube, http://www.youtube.com/t/contact_us pour demander de reprendre cette vidéo importante qui permet de découvrir ce qu'est le racisme et la haine en Israël.

PAJU (Palestiniens et Juifs Unis)

Date de publication : 2009-08-21

WWW.PAJUMONTREAL.ORG

http://www.pajumontreal.org/paju_fr/?/La-haine-a-Jerusalem

4 Paroles & actions

« Nous cherchons à travailler dur pour créer les conditions nécessaires à ce que la négociation continue »

"Nous cherchons à travailler dur pour créer les conditions nécessaires à ce que la négociation continue, et nous espérons voir la phase en cours de ce processus achevée dans les prochaines semaines", a déclaré P.J. Crowley à l'issue d'une réunion d'une heure entre Moubarak et la secrétaire d'Etat Hillary Clinton.

Selon lui, l'Egypte et les Etats-Uns sont d'accord pour dire que toutes les parties -Israël, les Palestiniens et les Etats arabes- doivent prendre des "mesures en parallèle" pour permettre la reprises des négociations : ces mesures incluent l'arrêt des activités de colonisation par Israël, des actions palestiniennes pour améliorer la sécurité, et des gestes de normalisation de leurs relations avec l'Etat hébreu de la part des pays arabes.

Al-Oufok avec les agences de presse

17 août 2009 -

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article808>

4 Politique Internationale

Organisations Mondiales & régionales

Otan - Onu - Nations Unies - Banque Mondiale- Mouvement des non-aligné (MNA)

Onu

Le Comité spécial de l'ONU interdit de séjour depuis plus de 40 ans dans les territoires Palestiniens.

De graves violations des droits de l'homme sont commises par Israël dans les territoires palestiniens occupés, affirme un rapport du Comité spécial de l'ONU chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes, et interdit de séjour depuis plus de 40 ans dans les territoires Palestiniens !

A l'issue d'une mission de dix jours au Moyen-Orient, le Comité spécial a exprimé « sa préoccupation particulière pour le nombre croissant de cas de violence par des colons juifs contre la population palestinienne en Cisjordanie en présence de l'armée et de la police israélienne ».

Les trois membres de la délégation ont noté également les pressions sur les défenseurs des droits de l'homme, israéliens et palestiniens, qui travaillent pour alléger les souffrances dans les territoires occupés.

Le Comité spécial, qui est composé de trois Etats membres (Sri Lanka, Malaisie et Sénégal), souligne également « les violations récurrentes des droits économiques et culturels, en particulier le droit à l'éducation et à la santé, les restrictions supplémentaires aux déplacements, les attaques et les destructions de terrains agricoles et de vergers palestiniens ».

Le rapport rappelle que depuis sa création en 1968 par l'Assemblée générale de l'ONU, le Comité spécial s'est vu refuser toute coopération de la part du gouvernement israélien ou un accès aux territoires palestiniens occupés.

Lors de sa mission de dix jours, la délégation du Comité spécial a enregistré les témoignages de témoins et d'organisations non gouvernementales sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés et au Golan occupé. La délégation a rencontré les ministres des affaires étrangères en Egypte, en Jordanie et en Syrie et d'autres responsables gouvernementaux.

22-08

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=19851&Cr=isra%C3%ABI&Cr1=droitsCAPJPO-EuroPalestine>

2 Europe

1 Belgique

La liberté d'expression serait-elle menacée jusqu'au cœur de l'Europe ?

Alors que la liberté d'opinion est un acquis démocratique et à ce titre inscrite dans la loi, et que les moyens d'expression n'ont jamais été aussi banalisés et accessibles qu'à notre époque où Internet ne cesse d'étendre sa toile aux endroits les plus reculés de la planète, dès que des citoyens se risquent à ne pas chanter dans le ton, certains États – et pas forcément ceux que l'on qualifie habituellement d'*exotiques* – semblent renforcer leurs réflexes répressifs, par le biais de leur système policier.

Sans parler de l'Italie où des lois que l'on pensait appartenir au passé refont surface sans que cela ne soulève de protestations marquées de la part des autres pays européens, il semble que certains policiers de l'une ou l'autre commune de Bruxelles s'imaginent être au-dessus de la législation.

Ainsi, ce dimanche 16 août au marché du Midi près des Abattoirs, quelques militants de la cause palestinienne se baladaient au milieu d'une foule habituée à y faire ses emplettes dominicales.

Leur objectif : avant le début du Ramadan, inviter la clientèle à ne pas acheter de dattes en provenance d'Israël. Erreur ! Des policiers s'enquirent de la présence de ces militants, tout en leur signifiant l'interdiction de distribuer des tracts et de porter des tee-shirts préconisant le boycott d'Israël.

Étonné de ces directives inhabituelles, Nordine Saïdi voulut savoir de quelles sources elles émanaient. Avec l'agressivité verbale qu'on leur connaît hélas, la réaction policière fut violente.

L'un des policiers s'adressa à Nordine en lui lançant *de quoi tu te mêles !?* Puis l'obligea à lui remettre sa carte d'identité tout en l'arrêtant sur-le-champ, et en lui passant les menottes sous prétexte de *trouble à l'ordre public*. Bien qu'ayant fait remarquer qu'il n'y avait aucun trouble de l'ordre public mais un dialogue avec les passants afin de les sensibiliser au problème des dattes israéliennes produites dans des colonies implantées en terre palestinienne – ce qui est reconnu comme illégal par l'ensemble de la Communauté internationale et l'ONU – et malgré avoir dit que personne ne pouvait l'empêcher de militer pour le boycott de ces produits comme cela s'est pratiqué à l'époque de l'apartheid en Afrique du Sud, Nordine fut emmené au poste de police d'Anderlecht. Déjà la semaine passée, des incidents du même genre se sont déroulés sur le territoire de cette commune...

Après avoir essayé toutes sortes de quolibets et plaisanteries humiliantes et passé plusieurs heures en cellule à attendre qu'on lui explique les motifs de son arrestation et de sa détention, Nordine Saïdi fut relâché en fin d'après-midi, sans le moindre motif, ni procès-verbal, ni la moindre justification d'une telle procédure. Pis : lors de sa remise en liberté, il dut supporter la bêtise haineuse de ces petits gradés, et s'entendre dire *qu'en tant que bougnoule et terroriste, il n'avait qu'à rentrer chez lui, et aller foutre la merde dans son pays ! Et si cela ne lui plaisait pas, il n'avait qu'à se ceinturer d'explosifs, faire des braquages et se faire sauter dans son pays !*

Interloqué par ces propos à caractère profondément raciste, Nordine se tourna vers une policière qui assistait à l'altercation injurieuse de l'un de ses collègues, pour demander si elle avait entendu ces propos, mais l'autre renchérit, disant que *personne n'avait rien entendu parce qu'ici, on engage des sourds, "c'est pour ça qu'on a des oreillettes" ! Et les femmes ont juste le droit de fermer leur gueule !*

L'on pourrait croire que ce genre d'incident est rare voire même exceptionnel. Hélas, il existe de trop nombreux témoignages pour attester du contraire. Et en tant que citoyens respectueux des lois, nous ne pouvons rester indifférents à ce type de comportement. Les forces de l'ordre sont gangrénées par ce genre d'individus qui tels de petits machos, font la loi à leur manière. Ces minables Rambo, fiers dans leur uniforme, s'imaginent être dans quelque mauvais téléfilm américain de série C où seul leur langage ordurier suffirait à les justifier.

Chacun sait combien le port de l'uniforme pousse certains à penser qu'ils peuvent tout se permettre – comme chacun sait aussi, que plus ils sont faibles intérieurement, plus ils roulent des mécaniques et versent dans l'outrance – il n'empêche que quand les dérives se multiplient, il est temps de tirer la sonnette d'alarme et de rappeler à l'ordre ces flics de l'excès de zèle. Parce que ce n'est pas la première fois que ces pandores outrepassent leurs droits. Et il convient peut-être de leur rappeler et bien leur expliquer l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'Homme qui stipule que *"Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière."*

De la même manière, il convient également de protester énergiquement auprès du bourgmestre de ces communes, en tant que chef de la police. Ce sont les bourgmestres qui sont priés de faire le tri entre le bon grain et l'ivraie. Ce sont eux qui doivent vérifier l'état d'esprit qui règne au sein des commissariats et des forces de police. Et ce sont eux qui sont également responsables du maintien de ce droit fondamental qui est la liberté d'opinion et d'expression de tout citoyen sur le territoire de leur commune, tant que l'ordre public n'est pas dérangé.

La ville de Bruxelles et ce qu'elle représente, n'a que faire de pareils individus au sein de ses forces de l'ordre. Que du contraire : il faudrait les en expurger sans délai, pour avoir enfin des forces de police réellement au service des citoyens, aimables et polis envers chacun, capables d'intervenir aux moments judicieux et non de manière arbitraire, dans les conditions et sous les formes qui conviennent à chaque situation.

L'on semble bien loin du compte, dans certaines communes de la capitale de l'Europe !

Daniel Vanhove –

Membre du Mouvement Citoyen Palestine, ainsi que du Mouvement ÉGALITÉ -

Co-auteur de *Retour de Palestine* - 2002 - Ed. Vista

Auteur de *Si vous détruisez nos maisons, vous ne détruirez pas nos âmes* – 2004 –

et *La Démocratie Mensonge* – 2008 – parus aux Ed. M. Pietteur – coll. Oser Dire

17 août

Publié par ÉGALITÉ... sans guillemets <http://e-s-g.blogspot.com/>

2 France

Salah Hamouri : Quand Netanyahu fait un bras d'honneur à Sarkozy.

Le président français, qui avait demandé, en catimini, une « mesure de clémence » envers Salah Hamouri, essuie un arrogant refus du premier ministre.

Le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, a répondu avec mépris à la France : il a rejeté, jeudi, la demande de Nicolas Sarkozy de libérer Salah Hamouri.

Un rejet motivé comme suit : « Le premier ministre a décidé de rejeter la demande de libération de ce Palestinien à la suite de la recommandation de la commission de libération du ministère de la Justice, qui a repoussé sa demande car il n'a jamais exprimé de regret. » Le conseiller juridique du gouvernement israélien, qui fait office de procureur général, Menahem Mazouz, a estimé, dans un avis, que Salah Hamouri continuait à « représenter un danger pour la sécurité du pays ».

C'est une véritable claque pour l'Élysée qui, jusqu'à présent, avait traité ce dossier sans trop de considération. Vérité à Tel-Aviv, erreur à Téhéran ? Il a fallu la pression du comité pour la libération de Salah, des articles de presse, pour que les autorités françaises commencent à s'inquiéter. Or, contrairement à d'autres cas, le Quai d'Orsay recommandait la « diplomatie silencieuse ». Comme si, en l'occurrence, il ne fallait pas gêner Tel-Aviv. Nicolas Sarkozy n'a ainsi jamais prononcé publiquement le nom de Salah Hamouri. Il n'a pas non plus reçu sa famille, laissant ce soin, il y a seulement quelques semaines, à l'un de ses conseillers. En revanche, il a reçu et même écrit aux parents de Gilad Shalit, ce soldat israélien possédant également la nationalité française, capturé dans la bande de Gaza.

Sarkozy a rencontré les parents de Florence Cassez, incarcérée au Mexique, et il est intervenu auprès de son homologue mexicain pour la libération de la jeune femme. Ces derniers jours, on a entendu le président français et son ministre des Affaires étrangères exiger la libération de Clotilde Reiss, cette universitaire française arrêtée en Iran, où elle était lectrice. La France a dénoncé une arrestation arbitraire de la part de Téhéran, des accusations « dénuées de tout fondement » et a annoncé être prête à tout mettre en oeuvre pour la libération de Clotilde. Le Figaro de samedi révèle même que « le chef de l'État gère en direct l'affaire Clotilde Reiss ».

Le refus de Netanyahu doit amener les autorités françaises à changer d'attitude. La France doit se faire plus pressante, mettre tout en oeuvre pour obtenir la libération de Salah Hamouri parce que les accusations portées contre lui sont « dénuées de tout fondement », sauf à penser qu'un tribunal militaire d'occupation, parce qu'il est israélien, aurait plus de valeur qu'un tribunal iranien. Sauf à penser que le « plaider-coupable » de Salah Hamouri - ce qui lui permettait d'être condamné à une peine bien inférieure à celle qu'il aurait reçue s'il niait - a valeur d'aveux. Salah pas plus que Clotilde ne peuvent être condamnés dans de telles conditions.

Dans la lettre qu'il avait fait parvenir à Netanyahu, mais jamais rendue publique comme si, là encore, on avait peur d'indisposer Israël, Nicolas Sarkozy demande une « mesure de clémence ». Ce qui laisse entendre que le président français, pourtant avocat de formation, prêterait un quelconque crédit à un tribunal militaire illégal. Le général de Gaulle était donc coupable, en son temps, jugé sous occupation de notre pays ? Netanyahu motiverait son refus par une absence de « regrets » de la part de Salah ! Mais Salah est innocent, tout comme Clotilde Reiss. Exprime-t-on des regrets pour un acte qu'on n'a pas commis ?

Ce qui est plus grave, c'est que la discrétion dont font preuve les autorités françaises s'agissant du cas de Salah Hamouri est bien l'expression d'un soutien à la politique israélienne. Paris, comme Bruxelles, serait bien inspiré de prendre enfin des mesures de nature à ramener Tel-Aviv dans le chemin du droit international, celui qui condamne l'occupation des territoires palestiniens, la destruction de maisons palestiniennes ou le blocus imposé à la population de la bande de Gaza. Soutenir la libération de Salah Hamouri, c'est rejeter l'arbitraire colonial qui fait de tout Palestinien un « terroriste » en puissance.

Pierre Barbancey

L'Humanité

21 août

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=7130

4 UK

Sitting pro-palestinien devant Downing Street.

Des centaines de manifestants se sont rassemblés devant le bureau du Premier ministre britannique, Gordon Brown, mardi pour protester contre sa rencontre avec Binyamin Netanyahu.

La foule manifestait contre « l'occupation », agitant des drapeaux palestiniens et des panneaux où l'on pouvait lire

« Arrêter le blocus de Gaza » « La Palestine libre ».

Ils ont aussi tenté de bloquer la route devant le 10 Downing Street. La police a effectué de nombreuses arrestations.

Le Premier ministre Binyamin Netanyahou est arrivé, lundi, à Londres pour s'entretenir avec Gordon Brown et Georges Mitchell, l'envoyé spécial américain au Proche-Orient.

Il a d'emblée expliqué que le débat sur le statut de Jérusalem n'a pas lieu d'être.

Le sujet des implantations juives, question sur laquelle les Etats-Unis et le Royaume-Uni s'opposent à Israël, sera tout de même abordé

JPOST.FR

25.08.09

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1251145115237&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

5 Russie

Moscou et Washington discutent d'un centre de contrôle de missiles commun.

La Russie et les États-Unis envisagent de créer un centre de contrôle de missiles, qui pourrait être situé à Moscou, pour éviter des accidents ou des incompréhensions sur les lancements d'engins, a indiqué le chef d'état-major russe, le général Nikolaï Makarov. Il a toutefois dit que cette idée n'était pas nouvelle. Un tel centre permettrait à Moscou et Washington de communiquer instantanément en cas de lancement inattendu de missile.

« Cela protégerait nos pays d'un éventuel accident qui pourrait se produire », a encore expliqué le général, qui a indiqué que le lieu où pourrait être implanté ce site était en discussions et que Moscou figurait parmi les options.

La Russie remanie le projet Boulava après des échecs répétés

La Russie a remanié son projet de missile intercontinental Boulava en changeant d'usine et de responsable technique à la suite d'échecs à répétition de tests, a indiqué le général Nikolaï Makarov, chef d'état-major des forces armées russes. « La série de lancements sans succès a bien entendu porté un grand coup au moral des constructeurs », a-t-il ajouté. Onze tests de missiles ont été effectués depuis 2005 et sept d'entre eux se sont soldés par des échecs.

28/8

<http://www.lorientlejour.com/category/International/article/629324/Breves.html>

6 Canada

Le Conseil général de l'Église unie se prononce sur un boycott envers Israël

Pas de boycott national contre Israël mais des actions concrètes, suggère l'Église Unie du Canada

Tout en refusant de déclarer un boycott clair contre Israël, le 40^e Conseil général de l'Église Unie du Canada invite à l'action ses diverses composantes à travers le pays.

Lors de son assemblée de Kelowna en Colombie-Britannique, le Conseil général, la plus haute instance décisionnelle de l'Église unie, a adopté le 13 août dernier, après s'être dissocié de la formulation « provocante, peu nuancée et blessante » de certaines propositions qui appelaient à l'action dans le contexte du conflit israélo-palestinien, une résolution plurielle.

« L'Église unie ne s'est pas engagée ni n'a approuvé de boycott au niveau national, a précisé Bruce Gregersen, responsable des programmes au Conseil général, en résumant la position du Conseil. Cependant, elle a vivement encouragé ses instances à étudier la situation, à réfléchir, à prier et à prendre des initiatives, incluant des boycotts économiques, pour mettre fin à l'occupation [de la Palestine]. »

Avec un sentiment d'urgence, le Conseil a recommandé que les synodes, consistoires, paroisses et ministères communautaires se concertent, dialoguent, étudient et prient, afin de trouver la meilleure façon de mettre un terme à l'occupation illégale du territoire palestinien. Il a aussi demandé à ces instances de trouver des moyens d'amener ces deux peuples à la réconciliation, moyens pouvant inclure le boycott économique.

Ce débat a suscité diverses réactions. Nora Carmi, réfugiée chrétienne palestinienne de Jérusalem et l'une des invitées œcuméniques du Conseil général, a dit : « J'en ai assez d'entendre que les deux peuples sont à blâmer et que chacun a ses torts. »

« Le boycott doit viser les articles israéliens fabriqués dans les territoires occupés... Choisissez le boycott que vous voulez mais cela ne fera pas tomber l'État d'Israël », a déclaré madame Carmi, coordonnatrice de réseaux communautaires et responsable des programmes pour les femmes du *Sabeel Ecumenical Liberation Theology Center* à Jérusalem ainsi que membre du comité directeur de *Christian Peacemaker Teams*.

La pasteure Wendy Rankin de Morden, au Manitoba, a dit : « Le boycott est une formule éprouvée pour faire valoir son point de vue. » Et rappelant que l'Église unie a déjà participé au boycott de Nestlé et à celui de l'Afrique du Sud pour mettre fin à l'apartheid, elle a demandé : « Où est passé notre courage ? »

Le pasteur Mark Ferrier de Mount Forest, en Ontario, a répliqué : « Nous avons refusé de nous prononcer pour le boycott. Cette intervention est une façon détournée de le ramener. Nous voulons boycotter le boycott ! »

Doug Varey, un pasteur de l'Église unie qui travaille au séminaire de théologie de Kitwe en Zambie, a déclaré que le boycott est peut-être détestable mais qu'il peut « faire bouger les choses », tout en ajoutant : « Seule une puissance étrangère peut y avoir recours. »

Plus tard, Bruce Gregersen a dit qu'il était difficile au Conseil général de trouver un terrain d'entente. « Mais ceux et celles qui craignent que l'Église annonce un boycott national seront rassurés d'apprendre qu'il n'en sera rien. À l'opposé, les personnes qui souhaitent une action musclée de la part de l'Église pour dénoncer l'occupation, reconnaîtront l'impact des décisions prises. »

De plus, le Conseil général a résolu de demander à la secrétaire générale de « consulter des partenaires adéquats et autres groupes intéressés, de discuter et de réfléchir avec eux concernant l'impact des actions passées et futures, dans le but de mettre un terme à l'occupation illégale du territoire palestinien et de trouver des moyens d'amener ces deux peuples à la réconciliation, sans exclure le boycott économique ».

Il a demandé à la secrétaire générale de revenir au prochain Conseil général dans trois ans pour témoigner de la situation tout en continuant d'orienter les différentes instances de l'Église dans l'intervalle.

Le groupe a tenu à réaffirmer sa conviction qu'une paix juste au Moyen-Orient nécessitera :

- la condamnation de □ la violation des droits humains par Israël et la Palestine, telle que rapportée par Aministie Internationale et les Nations Unies, afin que les États membres des Nations Unies prennent les mesures qui s'imposent ;
- la fin de □ l'occupation et du siège de Gaza par Israël, c'est-à-dire le retrait complet des forces israéliennes de Gaza ;
- le soutien, par le □ gouvernement canadien et les membres des Nations Unies, des efforts internationaux visant à résoudre la situation économique et humanitaire à Gaza ;
- le retrait des □ forces militaires israéliennes en deçà des frontières de 1967 et la fin de toute forme de violence de la part du gouvernement d'Israël sur le peuple palestinien ;
- la fin des attentats □ suicides et autres attaques violentes menées par les Palestiniens contre les civils israéliens ;
- la reconnaissance de □ Jérusalem-Est, de la Cisjordanie et de la bande de Gaza comme parties intégrales du territoire occupé en 1967 et le démantèlement des colonies israéliennes en Cisjordanie et à Jérusalem-Est ;
- la reconnaissance □ par Israël d'un État palestinien et de son droit d'exister comme État juif à l'intérieur de frontières sécuritaires;
- la reconnaissance □ par les gouvernements israélien et palestinien de l'égalité des droits, protections, privilèges et responsabilités de tous leurs citoyens, quelles que soient leur religion ou origine.

Le Conseil général a demandé à la secrétaire générale d'informer par écrit le premier ministre du Canada et le ministre des Affaires étrangères de ces convictions, et d'insister afin que les politiques et engagements du gouvernement canadien fassent écho à ces convictions au Moyen-Orient.

Le Conseil général a souligné la participation de l'Église unie au Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et Israël. On a demandé à l'Église de trouver de nouveaux moyens d'accroître sa présence physique au Moyen-Orient.

De plus, les propositions adoptées par le Conseil reflètent les principes du l'Appel d'Amman Call du Conseil œcuménique des Églises, en particulier celles qui renforcent le processus de paix, le dialogue et le développement de stratégies à long terme en faveur de la paix et des relations justes.

David Fines

Aujourd'hui Credo - Communications publiques

Unité des ministères en français

Église Unie du Canada

Lundi 24 août 2009

<http://www.maanneews.net/eng/ViewDetails.aspx?ID=221554>

Amir M. Maasoumi : Pas de boycott national contre Israël mais des actions concrètes, suggère l'Église Unie du Canada...

Salam,

J'admire toujours la manifestation de solidarité des communautés religieuses envers la cause palestinienne et envers d'autres causes justes et humaines.

Que cela provient des juifs, des chrétiens (de diverses dénominations) ou d'autres peu importe.

Ce qui est important, c'est l'appui solidaire de ces communautés.

Ces communautés au nom desquelles, on tente de justifier des crimes injustifiables du sionisme

(Sionisme chrétien, sionisme juifs etc...)... Ces communautés qui sont aussi elles même, victimes directes et indirectes de crimes de l'occupation et des sionistes de toutes acabit; "religieux", "athées", "de gauche", "de droite", soit disant chrétiens, évangéliques, messianiques... aussi bien qu'une nouvelle espèce très trompeuses et plus dangereuse encore; ceux des "poste-sionistes"...

La prise de position de "l'Église Unie du Canada" sur la question de boycotter de l'entité sioniste d'Israël, est en soi, un geste de courage.

Bien que la motion de boycotte n'a pas pu passer, mais le contenu de cette même communiquée de presse, reconnais explicitement la parallèle entre le régime d'apartheid de l'Afrique de Sud et ce d'entité occupante d'Israël.

En ce qui concerne d'autres "espoirs" et "vœux" de bonne volonté, exprimaient dans cette communiquée,

notamment la question de Jérusalem Est comme Capital de la Palestine, etc... le temps prouvera que dans l'avenir, comme dans le passé, l'État sioniste ne cédera jamais ... La preuve? La déclaration (ci-jointe) d'aujourd'hui même de Benjamin Netanyahu, Premier Ministre de l'État sioniste.

Donc, on peut toujours espérer que la boycott totale d'Israël, par des communautés religieuses en générale et par l'Église Uni du Canada en particulier, à l'instar du régime raciste Sud Africain, est une partie remise!

Donc: "À la prochaine fois!"

Mes amitiés.

Amir M. Maasoumi

5 Médias/Vidéos

1 Médias

5-1-1 Une radio palestinienne réduite au silence par l'armée israélienne.

Une radio populaire palestinienne, « Bethléem 2000 », a été réduite au silence après la confiscation de ses émetteurs par l'armée israélienne, a annoncé la station hier.

La direction de cette radio privée a indiqué dans un communiqué qu'une force de l'armée israélienne a fait démanteler les émetteurs avant de les confisquer, lors d'une incursion mardi soir à Beit-Jala, une localité jouxtant Bethléem, en Cisjordanie. Un technicien de la station présent sur place a affirmé que les soldats israéliens l'avaient « mis en garde contre une reprise de la diffusion » de la radio, selon le communiqué qui dénonce « une agression » israélienne contre la liberté de la presse.

28/8

<http://www.lorientlejour.com/category/International/article/629324/Breves.html>

5-1-2 Eva R-sistons : (Au Nouvel Obs): La liberté assassinée ?

Au Nouvel Obs,

qui par un acte de censure intolérable, prépare des lendemains difficiles...

L'humanité captive ?

Où sont les intellectuels ?

Mes amis,

Mine de rien, il vient de se passer quelque chose de très grave au Nouvel Obs, qui signe peut-être la fin de la liberté

Au moment où l'humanité n'a jamais été autant en danger, les intellectuels semblent avoir démissionné.

Où sont les Zola, les Camus, les Sartre, les Bourdieu ?

Certes, nous avons encore Chomsky, Jean Bricmont, Michel Collon, Silvia Cattori, le couple de Diegues, Frédéric Delorca, Olivier Bonnet, Ignacio Ramonet, Naomi Klein, Roni Brauman, Stéphane Hessel, Tariq Ramadan, et quelques autres esprits libres, réellement libres, mais quel poids ont-ils aujourd'hui, dans des Médias prisonniers de la Pensée Unique, paralysante, meurtrière même, étant donné le contexte réellement explosif dans lequel nous sommes aujourd'hui ?..

Or donc, le Nouvel Obs vient de supprimer un blog au nom évocateur,

<http://penserlibre.blogs.nouvelobs.com>.

Et voici ce que j'écrivais, hier: "Est-il gênant ?

Voici le même, non supprimé, lui. Jugez par vous-même :

<http://laparoledujeunemusulman.blogspot.com/>

Dictature de la Pensée Unique, terrorisme intellectuel d'un groupe sur les autres ? C'est intolérable, Eva"

Oui, je prétends qu'il vient de se passer quelque chose d'infiniment grave pour l'avenir de l'humanité, porteur des pires renoncements, capitulations - et esclavages, finalement.

J'aimerais d'abord connaître les raisons du Nouvel Obs, l'un des derniers médias affichant une sensibilité de gauche, et je dis bien "affichant"... car il y a souvent loin des proclamations aux actes. Pour moi, ce journal est le vecteur d'un libéralisme vaguement rose, saupoudré d'un peu de social et teinté d'ouverture sur le plan des sujets de société. Cela ne fait pas pour autant un organe de Gauche, réellement de gauche, pas plus d'ailleurs que Libération, aux mains d'un Rothschild (dois-je faire un dessin ?), et animé par un Laurent Joffrin auteur de "la gauche Bécassine", en pleine présidentielle je crois (clairement écrit pour faire perdre la Gauche, quelle responsabilité historique, honteuse !). Mais passons...

Il se trouve que le blog <http://penserlibre.blogs.nouvelobs.com> était administré par celui qui gère

<http://laparoledujeunemusulman.blogspot.com/>, l'un des plus remarquables blogs musulmans, pétri d'intelligence, de culture, d'ouverture, d'humanisme...

Or, il a été supprimé.

Pourquoi ?

Pressions inadmissibles de ceux qui prétendent régenter la pensée aujourd'hui, au service des seuls intérêts d'Israël ?

Bravo pour l'indépendance d'esprit ! Je songe alors à un article que je viens de sortir, <http://anti-fr2-cdsl-air-etc.over-blog.com/article-351024...> (Défoulement malsain contre Tariq Ramadan, le prétexte du jour: L'Iran). Et voici ce que j'écrivais:

"Le mot d' Eva : Tariq Ramadan est assurément l'un des intellectuels Musulmans les plus libres et les plus ouverts. Il honore sa communauté. Et il a le courage de ne pas se coucher devant ceux qui véhiculent la Pensée Unique, devant le Pouvoir. Un courage que les Médias aux ordres ne lui pardonnent pas, au mépris des règles déontologiques les plus élémentaires. La manière dont est traité ce grand universitaire est scandaleuse et doit sans cesse être dénoncée. Il est intolérable que les seuls Musulmans, aujourd'hui, à jouir de la considération de nos Médias, sont ceux qui s'alignent totalement sur la pensée de l'Occident au lieu de défendre une ligne originale, liée à leur Culture et ouverte sur la modernité. Eva R-sistons à nos Médias à sens unique, intolérants, deshonorant la profession".

Quelle est la phrase essentielle ? "Il est intolérable que les seuls Musulmans, aujourd'hui, à jouir de la considération de nos Médias, sont ceux qui s'alignent totalement sur la pensée de l'Occident au lieu de défendre une ligne originale, liée à leur Culture et ouverte sur la modernité". C'est bien plus grave qu'on ne l'imagine ! Car si ce blog a été supprimé par le Nouvel Obs, en l'absence de raison officielle, ce qui est proprement scandaleux et relève de l'arbitraire le plus total, du caprice du Prince, c'est sans doute parce qu'il fait preuve d'indépendance, parce qu'il défend une position originale, comme Tariq Ramadan, bref parce qu'il défend la culture musulmane - mais ouverte sur la modernité !!! Alors oui, la seule position acceptable est-elle celle de la Pensée Unique, du Musulman converti aux bienfaits (sic) de la démocratie occidentale, comme par exemple un Antoine Sfeir, qui lui est invité dans tous les Médias ??? Que devient Antoine Basbous, au fait, on ne l'invite plus ? Trop peu aligné sur toutes les positions qu'il est de bon ton d'adopter dans les cercles littéraires, les salons de réflexion comme le Causeur, et où l'on parle librement de tout sauf, par exemple, d'Israël, de sionisme...avec une Elisabeth Lévy à la liberté de ton toute limitée... Pas touche mon clocher (israélien, juif, sioniste..) !

Et là, nous arrivons au coeur du débat que je voudrais poser. Un intellectuel a-t-il le droit d'avoir un clocher ??? Pour moi, je le dis clairement: Ne peut se prétendre intellectuel, vraiment intellectuel, que celui qui fait réellement preuve d'indépendance, celui qui n'a pas de clocher, justement, celui qui est libre de taper sur son "propre" camp (lié à ses origines, par exemple), au nom de valeurs universelles !

En ce qui me concerne, je me classe en effet dans la catégorie de spécimens en voie de disparition, ceux qui sont réellement libres, en dehors de toute appartenance, parti, groupe, clocher... Une partie de ma famille est juive ? Et alors ! Raison de plus pour être vigilante, et dénoncer la politique israélienne, le deux poids deux mesures, la colonisation des Médias et des instances politiques, les violations du Droit international, l'eugénisme etc.. et même le terrorisme intellectuel de ceux qui, au CRIF ou ailleurs, prétendent parler au nom du peuple Juif, et s'ériger en gardien de la Pensée Unique, aujourd'hui totalement captive.

Or donc, le Nouvel Obs en supprimant ce blog, a délibérément poignardé l'indépendance d'esprit, de ton, de pensée, sans doute sous la pression d'intérêts n'osant jamais dire honnêtement leur nom, intérêts tuant la démocratie dans les Médias, en particulier. Réalise-t-on la gravité de ce qui vient de se passer ??? J'attends des explications de la Direction du Nouvel Obs... je rappelle que trois de mes blogs sont au TOP, et qu'entre les articles que je publie sur dazibaoueb.fr/, Oulala.net, Agora Vox, over-blog etc etc, j'ai une centaine de milliers de visiteurs chaque mois, sans compter les abonnés, ce qui peut-être, totalise plus que le Nouvel Obs lui-même. Ceci pour dire que ce Journal peut me répondre, il sera lu....

Donc, il semblerait qu'il y ait de plus en plus un parti-pris, même dans les Médias dits de gauche, "libéraux", pour faire taire les voix musulmanes, même si elles essaient de contribuer à renouveler le débat, à l'ouvrir, à le moderniser, à "l'occidentaliser"... mais en plongeant leur inspiration dans leur culture propre. A l'heure du choc de civilisations, de la propagande de guerre dans les Médias contre l'Iran, la Russie ou la Chine, faudrait-il donc taire tout ce qui ne va pas dans ce sens ? Ce serait très grave ! Dans ce cas, les Médias auto-proclamés "progressistes", les salons de réflexions dit "libres", prendraient une lourde responsabilité: Celle de tuer la liberté, la démocratie, et de préparer, justement, l'effroyable choc de civilisations, porteur de la barbarie la plus totale et, peut-être, de la fin de la civilisation humaine.

J'aimerais élargir le débat: En censurant un blog remarquable, intelligent, ouvert, contribuant au renouvellement du débat, le Nouvel Obs prépare des lendemains terribles. En tuant "le penserlibre", en supprimant une pensée et une parole libres, le Nouvel Obs fait le jeu des forces les plus conservatrices, les plus obscurantistes, les plus intolérantes, les plus rétrogrades. Portant sans doute la marque du Clan qui a pris en otage la France pour la dénaturer, la priver de sa personnalité ?

En supprimant le penserlibre, le Nouvel Obs se vautre dans toutes les compromissions possibles, il fait le lit, ou le jeu, de la Pensée Unique totalitaire qui enserre toujours plus l'humanité, au service d'un Ordre Mondial d'une barbarie sans précédent, menaçant même d'euthanasier, à terme, les vieux trop coûteux pour la collectivité, les trop malades, les trop handicapés, les trop pauvres... Hitler pas mort !!!

Alerte ! le Nouvel Obs vient de mettre le pied dans un engrenage terrifiant, non seulement assassinant la liberté, la démocratie, la liberté de pensée, d'opinion, mais préparant des lendemains effroyables pour la Communauté humaine, lourds de menaces !

Y-a-t-il eu pression du Lobby sioniste qui n'existe pas ??? Ce comportement ferait le jeu de l'antisémitisme ! Le racisme ne se combat pas en tuant la liberté, en la rétrécissant, en niant la culture arabe ou musulmane, par exemple, mais au moyen d'arguments solides, crédibles, incontournables. Cette censure intolérable, c'est quelque part la porte ouverte à tous les possibles, ou plutôt, à tous les impossibles !!!

Là, je m'adresse solennellement aux dirigeants du Nouvel Obs.

La liberté est un bien précieux, et elle n'a jamais été autant menacée. Par le Système prétendument libéral, par le Nouvel Ordre Mondial nazi, totalitaire, par les Institutions qui, en France, prétendent représenter les Juifs, par les pseudo intellectuels comme Glucksmann, Adler ou BHL... je donnerai un exemple: Nous sommes l'un des rares pays, au monde, où le débat sur l'imposture du 11 septembre, ouvrant la porte à toutes les lois liberticides et à toutes les guerres soi-disant contre le terrorisme, n'a jamais été mis sur la place publique, et même, scandale suprême, a été dénaturé à des fins qui interrogent tout démocrate, tout humaniste, tout intellectuel et même tout citoyen à la recherche de la vérité.

Et là, on touche au coeur de ce débat: En taisant la vérité, en tordant les faits, en manipulant... n'est-on pas, finalement, par tous nos renoncement successifs, en train de faire le jeu des forces les plus rétrogrades, les plus totalitaires, comme en 40, n'est-on pas, clairement dit, en train de préparer la fin de notre civilisation, et même de la vie humaine sur terre ?

Car finalement, tout se tient: On censure le "penserlibre", on refuse d'aborder les vraies questions engageant l'avenir même de notre société, on devient complice, par les silences, les compromissions, ou les renoncements, de l'intolérable que la Mafia aux commandes dans l'ombre prépare pour chacun de nous: Crises toujours plus dures, casse de la classe moyenne et de toutes les protections sociales ou des services publics, pandémies provoquées, comme le Sida, à des fins de réduction de la population mondiale, lois liberticides, contrôle total des peuples, diktats de l'Industrie Chimique, agro-alimentaire, pharmaceutique..., et au final, pour couronner le tout, guerres préventives, permanentes, nucléaires, via l'OTAN, pour des raisons de convenance personnelle... financières !!!

Comme quoi, le Nouvel obs, en censurant un des meilleurs blogs du net, un des plus originaux, vient d'ouvrir la porte à tous... les possibles, ou comme dit, à tous les impossibles.

Et si un acte apparemment anodin comme celui-ci était en train de sonner le glas, sinon de l'humanité, du moins de notre humanité ???

Eva R-sistons

24.08.2009

Le blog d' EVA la JOURNALISTE-RESISTANTE à l'intolérable qu'on prépare sur le dos des peuples !

J'autorise le Nouvel Obs, Marianne, etc, tout organe de presse, tout blog ou toute personne, à reproduire tout ou partie de cet article.

<http://r-sistons.over-blog.com/article-35218654.html>

<http://r-sistons.blogs.nouvelobs.com:80/>

2 VIDEO

5-2-1 La terre, au cœur du conflit israélo-arabe depuis les origines

25/08

[A voir la vidéo \(euronews\)](#)

<http://fr.euronews.net/2009/08/25/la-terre-au-coeur-du-conflit-israelo-arabe-depuis-les-origines/>

5-2-2 Amira : de Gaza, à la Cour Pénale Internationale de la Haye.

(Voir la courte vidéo réalisée à l'occasion du passage d'Amira Al Karem à la librairie Résistances à la fin juillet .

http://www.europalestine.com/spip.php?article4323&var_mode=calcul

5-2-3 Eströzy le sioniste

<http://www.youtube.com/watch?v=FiMaH2ECK5E&feature=related>

5-2-4 Macias aime leTساهل

<http://www.youtube.com/watch?v=iVbpnkzHi3E&feature=related>

5-2-4 Amira : de Gaza, à la Cour Pénale Internationale de la Haye.

(Voir la courte vidéo réalisée à l'occasion du passage d'Amira Al Karem à la librairie Résistances à la fin juillet .

http://www.europalestine.com/spip.php?article4323&var_mode=calcul

5-2-5 Campagne Boycott Israël pour le RAMADAN 2009 dans les communes bruxelloises (cobi)..

<http://www.youtube.com/watch?v=2SJv5KkibC0>

5-2-6 Boycott dattes israéliennes : Cobi retourne à Anderlecht.

<http://www.youtube.com/watch?v=HFapKhj1Tic&feature=related>

5-2-7 Un International arrêté à Beit Ommar lors d'une manifestation.

Le vendredi 21 août, un groupe d'environ 35 Palestiniens, Israéliens et internationaux a participé à une manifestation à l'extérieur de la clôture organisée par Palestine Solidarity Project. Les participants ont enjambé les fils de fer barbelés qui longent la clôture et y ont accroché des papiers où l'on pouvait lire les slogans suivants : "Nous ne quitterons jamais notre terre", "Arrêtez les constructions illégales sur le territoire palestinien", et «L'expansion des colonies rend la paix impossible» .

<http://www.ism-france.org/news/article.php?id=12552&type=temoignage&lesujet=Colonies>
http://www.youtube.com/watch?v=v0CLrNJGT88&eurl=http%3A%2F%2Fwww%2Eism%2Dfrance%2Eorg%2Fnews%2Farticle%2Ephp%3Fid%3D12552%26type%3Dtemoignage%26lesujet%3DColonies&feature=player_embedded

5-2-8 Film franco-palestinien de Elia Suleiman : Le Temps qu'il reste.

Le Buster Keaton de Nazareth, le Tati palestinien, le Kitano arabo-israélien : voilà jusqu'à présent la carte de visite d'Elia Suleiman, révélé par Chronique d'une disparition, en 1996, confirmé comme un cinéaste majeur avec Intervention divine, en 2002. Ces références tiennent toujours, mais Suleiman manifeste aujourd'hui une ambition nouvelle. Sans rien abdiquer de son style, il met en scène sa recherche du temps perdu et donne ainsi à " son " sujet de toujours (être palestinien en Israël) une dimension historique et une autre, très intime.

Le Temps qu'il reste, c'est donc, d'abord, le temps qui passe, entre 1948 et la fin des années 2000, à Nazareth..

Lire la suite.....<http://www.aloufok.net/spip.php?article828>

Carte :

Israeli settlements: a new reality, brick by brick.

How Israel has expanded its presence in the West Bank since 1967

Dans le même style que le PowerPoint d'Ocha mais en simplifié...

<http://www.guardian.co.uk/world/interactive/2009/aug/24/israel-settlements-west-bank>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19